

Société Canagrex—Loi

j'aime autant vous dire, monsieur l'Orateur, qu'à cause de l'impôt sur les gains en capital sa famille ne possèdera plus cette ferme d'ici trois générations. Le ministre des Approvisionnement et Services devrait y réfléchir, car si l'impôt sur les gains en capital avait toujours existé, cette famille ne possèderait plus sa ferme à l'heure actuelle. Si elle l'a encore, c'est uniquement parce qu'il n'y avait pas d'impôt sur le capital ni sur les terres.

Le Canada n'a pas besoin d'impôt sur le capital, monsieur l'Orateur. Nous sommes un pays jeune et en développement qui devrait continuer à aller de l'avant au lieu de suivre les politiques socialistes des libéraux et des néo-démocrates. Ils nous ont fait vieillir avant l'âge. Ces politiques nous font dégringoler la pente au lieu d'édifier notre avenir pour permettre aux jeunes de faire de notre pays une grande nation.

Le ministre des Approvisionnement et Services a parlé en termes très flatteurs de la Commission canadienne du blé. Je n'ai jamais entendu pareilles foutaises. Voilà encore l'exemple d'un ministre . . .

M. Blais: C'est une création conservatrice.

M. Thacker: . . . parler naïvement de quelque chose qu'il n'a jamais connu.

Pourquoi ne vient-il pas habiter dans une ferme quelque temps? Je lui ferai rencontrer des agriculteurs qui ont des problèmes parce que la Commission canadienne du blé a tellement accordé la priorité aux exportations de blé que cela a nuit à la production d'orge, d'avoine et de colza, le colza cher au député, pour lequel nos activités de recherche et de développement ont donné de si bons résultats. Le fait que la Commission canadienne du blé contrôle les chemins de fer, la répartition des wagons et les contingents a nuit aux agriculteurs qui produisent d'autres récoltes. Cela a défavorisé énormément les agriculteurs qui cultivent des terres non irriguées, comme dans ma région, où nous produisons 20 boisseaux à l'acre tous les deux ans, tandis que les agriculteurs qui cultivent des terres irriguées produisent 75 boisseaux à l'acre tous les ans. Pourtant, cette excellente société de la Couronne, la Commission canadienne du blé, applique les mêmes contingents à tout le monde. Ces contingents peuvent être de deux boisseaux à l'acre, même si un agriculteur produit 75 boisseaux au lieu de 20.

Cette injustice fondamentale a nuit au développement de l'agriculture dans l'Ouest. Pourtant, le ministre fait de beaux discours à la Chambre. C'est un peu comme les gens qui parlent du socialisme sans l'avoir connu, monsieur l'Orateur. J'invite ceux qui ne sont pas convaincus à venir dans ma circonscription pour rencontrer des néo-Canadiens qui viennent de Hongrie, de Pologne et d'autres pays socialistes. Même au Royaume-Uni, les gens veulent émigrer en masse à cause de l'influence croissante du gouvernement et de la philosophie socialiste.

M. Blais: J'invoque le Règlement. Le député qui critique la Commission du blé reconnaît-il que, pendant la période de cinq mois se terminant le 31 décembre 1981, la Commission a réussi à augmenter les exportations de céréales d'un million de tonnes pour les faire passer à 10.83 millions de tonnes?

M. Taylor: Ce n'est pas un rappel au Règlement.

M. Thacker: C'est tout à fait exact, monsieur l'Orateur, mais nous aurions pu faire encore mieux.

M. Blais: Allons donc.

M. Thacker: Nous aurions fait mieux si le député de Végréville (M. Mazankowski) était encore ministre des Transports.

La seule affirmation sensée du ministre des Approvisionnement et Services, monsieur l'Orateur, et c'est certainement une affirmation dont il peut être fier, c'est que le gouvernement devrait consacrer plus d'argent à la recherche industrielle. C'est tout à fait exact. Le gouvernement devrait avoir honte du peu qu'il a fait à cet égard et le ministre de l'Agriculture n'est pas à blâmer.

Une voix: Ils dépensent plutôt pour la publicité.

M. Thacker: Oui, le gouvernement devrait cesser de dépenser tout cet argent sur de la publicité, sur toutes ces oies déplumées que l'on voit constamment sur nos écrans, et consacrer ces sommes à la recherche . . .

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Souvenez-vous en!

M. Thacker: Il a cité en exemple la recherche sur le colza qui a rapporté \$100 pour chaque dollar investi. En fait, dans d'autres secteurs d'activité de l'agriculture, ce rapport est de 482 à un. Voilà les avantages de la recherche sur les nouvelles céréales et les nouvelles variétés. Le ministre aurait donc intérêt à se replonger dans ses bouquins.

Monsieur l'Orateur, nous discutons aujourd'hui du principe de Canagrex et il y a lieu à cette occasion de nous demander à quoi le projet de loi pourrait bien servir. En effet, en créant une nouvelle société d'État, nous favorisons une plus grande ingérence du gouvernement dans notre vie quotidienne. Discutons-en librement et franchement. Avons-nous vraiment besoin d'une nouvelle société d'État et d'une plus grande ingérence du gouvernement dans nos affaires?

M. Munro (Esquimalt-Saanich): Tous en chœur: non!

M. Thacker: Il ressort clairement de ce projet de loi que les libéraux en sont persuadés. Il est également des plus clairs que, par principe, les néo-démocrates jugent opportune une plus grande intervention du gouvernement dans nos affaires. Je suppose que c'est une question d'équilibre. Mais où cesse la comparaison avec la situation des pays occidentaux, il y a cent ans, alors qu'il n'y avait pas de gouvernement ni de contrôle gouvernemental? Toutes les sociétés étaient privées à l'époque. Nous ne voulons surtout pas revenir au capitalisme du XVII^e siècle, et il ne s'agit donc pas du tout de cela. Toutefois, il nous faut comprendre que dans des pays comme le Royaume-Uni, la France de plus en plus, la Pologne, et la Russie, ce sont toutes des sociétés de l'État; il n'y a pas d'entreprise privée. Nous ne voulons pas non plus de cet autre extrême. Ainsi, c'est une question d'équilibre.

J'avoue que jusqu'à il y a dix ou quinze ans, je croyais les libéraux capables d'en arriver à un équilibre raisonnable. Aujourd'hui, ils penchent manifestement pour la gauche et croient qu'un gouvernement central peut s'occuper du moindre détail de notre vie. Nous ne sommes pas d'accord là-dessus. Et c'est pourquoi, monsieur l'Orateur, nous posons la question: le Canada est-il dans une position plus favorable du fait qu'il compte à son actif plus de 400 sociétés de la Couronne? Avant la création de ces 400 sociétés de la Couronne—la majorité d'entre elles l'ont été au cours des 15 dernières années—l'essor du Canada accusait une courbe nettement ascendante. Le pays était en pleine croissance et, avec ce régime, il venait au second